



Après la censure contre le gouvernement de Michel Barnier votée par la majorité des députés à l'Assemblée Nationale, le président Macron reste sourd aux attentes des citoyen·nes et aux revendications des salarié·es du privé, du public, de la jeunesse, des retraité·es, des privé·es d'emploi et des organisations syndicales. Il a exprimé sa détermination à poursuivre jusqu'au bout sa politique anti sociale dans son allocution du 5 décembre au soir.

Ainsi, les attentes des travailleuses et travailleurs que les organisations syndicales portent chaque jour demeurent plus que jamais d'actualité. C'est d'ailleurs la raison du succès de la mobilisation des fonctionnaires du 5 décembre, au lendemain de la chute du gouvernement, au cours de laquelle plus de 200 000 personnels se sont mobilisé·es dans plus de 180 manifestations (4 000 à Clermont-Ferrand). Pour les organisations syndicales du Puy de Dôme, il est impératif que des réponses concrètes soient apportées rapidement. Ces attentes portent sur de nombreuses revendications : augmenter les salaires et améliorer le pouvoir d'achat des salarié·es, des agentes et agents publics et des retraité·es, avoir les moyens de bien faire son travail, gagner enfin une réelle égalité femmes-hommes au travail, abroger la réforme des retraites, préserver notre modèle social, donner des moyens conséquents à l'enseignement supérieur et à la recherche pour garantir un accès égalitaire et de qualité à la jeunesse étudiante... Alors que chaque jour, dans tous les secteurs d'activité, les annonces de suppressions d'emplois se succèdent, il est indispensable de construire collectivement de nouvelles réponses à court, moyen et long terme pour éviter les licenciements. Il est également absolument nécessaire de construire une véritable politique industrielle pour assurer la réindustrialisation du pays au service de l'indispensable transformation écologique permettant de relocaliser, pérenniser et développer des emplois de qualité.

Localement, les fermetures d'usines, les délocalisations et les suppressions d'effectifs dans le public comme dans le privé continuent de dévaster le Puy de Dôme. Des sites industriels emblématiques comme Flowserve (Thiers) , LUXFER (Gerzat) avec 80 ans d'histoire anéantis, et plus récemment avec La Manufacture des Lumières (ex-Dietal, Saint Georges-de-Mons) fermée en 2024, laissant des familles entières dans l'incertitude. D'autres sites industriels voient leurs effectifs se réduire d'années en années : Valeo (Issoire 63) avec un effectif raboté, passant de 900 à 520 salariés en 30 ans et tout récemment chez PI System Automation (Romagnat) ou la suppression de 10 salarié·es avant Noël vient d'être annoncée. Au-delà de l'industrie, ces suppressions massives d'emplois touchent désormais l'ensemble des secteurs d'activité dans le Puy de Dôme comme dans le commerce chez Auchan (Clermont-Nord), Leader Price (Brassac les Mines), Decathlon, ou encore le groupe La Montagne ou l'incertitude demeure...

Le secteur public n'est pas épargné avec des réductions budgétaires dans les trois versants de la fonction publique et des réductions de postes dans plusieurs collectivités, à la Sécurité Sociale, dans le service public postal avec la fermeture de la Plateforme Industrielle de Courrier (Lempdes) ou à l'Université Clermont Auvergne où les carences de l'Etat amène à geler et annuler des recrutements et à programmer une hausse historique des frais d'inscription. L'ensemble de nos services publics doit être réellement accessible partout sur le territoire et faire l'objet d'investissements massifs. La construction d'un budget de l'Etat et de la Sécurité sociale guidés par des mesures de justice sociale et fiscale est plus que jamais indispensable.

Pour répondre à ces exigences sociales, démocratie sociale et démocratie parlementaire doivent retrouver pleinement leur rôle, en bonne intelligence. Dans la période qui s'ouvre, la place et le rôle de la négociation collective doivent être renouvelés, renforcés et respectés. Alors que ces derniers mois ont profondément clivé le pays, jusque dans les collectifs de travail, nos organisations syndicales poursuivent leurs travaux contre le racisme contre toutes les formes de discrimination sur l'ensemble des lieux de travail et les lieux d'études. Considérant les mobilisations déjà annoncées à partir du 10 décembre (Sécurité sociale, cheminots, certains établissements scolaires, santé, université, salariés de l'industrie ou de la grande distribution,...), les organisations syndicales du Puy de Dôme appellent et soutiendront leurs fédérations et syndicats qui à compter du 9 décembre, engageront toutes les initiatives d'action et d'expression revendicatives (rassemblements, diffusions, débrayages, grève,...) qui participeront à la construction d'une mobilisation d'ampleur, avec un temps fort de mobilisation le jeudi 12 décembre. Elles seront présentes à leurs côtés.

**Les organisations syndicales du Puy de Dôme appellent à multiplier les réunions d'information syndicale, les assemblées générales dans tous les secteurs, publics comme privés, pour organiser des actions dans leurs services, leurs entreprises, leurs établissements et les invitent à se rassembler jeudi 12 décembre à 10h00 place des Carmes, pour manifester et exiger :**

- L'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux et la revalorisation du point d'indice ;
- La réindustrialisation du pays pour répondre au défi environnemental en commençant par l'arrêt de tous les plans de licenciements en cours ;
  - Un investissement massif dans nos services publics ;
  - L'abrogation de la réforme des retraites à 64 ans ;
  - Une réelle égalité femmes-hommes au travail ;
  - La défense de la sécurité sociale ;
- Le retour au financement public des universités et un accès égalitaire et de qualité à la jeunesse étudiante.